



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2022-05-09-00004
à l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004
actant la cessation d'activité de l'atelier de traitement de surface
Société ALIA PRODUCTIONS**

Commune de Pierrefitte-Nestalas

Le préfet des Hautes-Pyrénées

Vu le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L.181-14, R.181-45 et R.512-75 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 30 janvier 2020 portant nomination de Madame Sibylle SAMOYAUULT en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2020-12-28-002 du 28 décembre 2020 portant délégation de signature à Madame Sibylle SAMOYAUULT, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 02/05/02 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;

Vu l'arrêté du ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004-146-6 du 25 mai 2004 autorisant la société MITJAVILA TPTS à exploiter une unité d'extrusion de profilés en aluminium et d'application de peinture ainsi qu'une installation de décapage thermique des balancelles ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012002-0008 du 02 janvier 2013 instaurant une surveillance perenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu le courrier préfectoral du 13 novembre 2020 mettant à jour le tableau de classement administratif du site, modifiant ainsi le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2005 susvisé ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 20 janvier 2022 au profit de la société ALIA PRODUCTIONS ;

Vu la déclaration de cessation d'activité de l'atelier de traitement de surface transmis au préfet le 24 janvier 2022 ;

Vu le dossier de cessation d'activité de l'atelier de traitement de surface transmis au préfet le 19 février 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 juillet 2021 faisant suite à l'inspection du 30 juin 2021 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 mars 2022 faisant suite à l'inspection du 11 mars 2022 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 21 mars 2022 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu la réponse de l'exploitant du 20 avril 2022 dans le cadre du contradictoire ;

Considérant que l'exploitant a notifié au préfet par courrier du 24 janvier 2022 la cessation des activités de traitement de surface relevant des rubriques 3260, 4441.2 et 4120.2b de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que l'exploitant a réalisé l'ensemble des actions de mise en sécurité et remise en état imposées par l'article R.512-75 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour la situation administrative du site ainsi que les prescriptions applicables au site en modifiant certaines prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 et portant sur les conditions d'exploitation de l'atelier de traitement de surface ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les conditions de surveillance des rejets atmosphériques du site, notamment en vu de réglementer le four de chauffe, les deux fours de revenu ainsi que le four de laquage qui ne font pas l'objet de valeurs limites de rejet ni de fréquence de surveillance dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 ;

Considérant notamment que le site n'est plus à l'origine de rejets d'eaux industrielles suite au démantèlement de la station de traitement des effluents provenant de l'activité de traitement de surface, et de ce fait, n'est plus à l'origine de rejets de substances dangereuses dans l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de présenter ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) compte tenu que les modifications apportées ne sont pas considérées comme des modifications substantielles ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le tableau de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004, modifié par courrier préfectoral du 13 novembre 2020 est abrogé et remplacé par le nouveau tableau de classement suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2566	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique 1. La capacité volumique du four étant : a) Supérieure à 2 000 l	Four à pyrolyse	A
2940.3.b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre <u>des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</u> 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) supérieure à 200 kg	2 cabines de peinture < 200 kg/j	DC
2560.1.a	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques <u>3230-a</u> ou <u>3230-b.</u> 1) La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) supérieur à 1000 KW	Presse : 1440 KW	E

2565.3	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 . 3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements	Four de nitruration filière	DC
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Fours trempe	DC

Article 2 : Cessation d'activité de l'atelier de traitement de surface

Suite à la cessation déclarée de l'activité de traitement de surface du site, les articles 2.3.1, 2.3.2, 2.3.3, 2.4.1.1, 2.4.2.1, 2.4.2.2, 2.4.2.3, 2.4.2.4, 2.4.2.5, 2.4.2.6 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 relatifs aux rejets d'effluents liquides ainsi que l'article 3.3.1 relatif aux rejets atmosphériques de l'atelier de traitement de surface sont abrogés.

L'exploitant devra transmettre avant le 31 décembre 2022 un bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines. Si le bilan transmis conclut à l'absence de pollution de la nappe souterraine au droit du site liée aux activités du site, à compter du 1er janvier 2023, l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 relatif au suivi de la qualité des eaux souterraines est également abrogé.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2012002-0008 instaurant une surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique est abrogé.

Article 3 : Valeurs limites de rejets et contrôles à l'émission des rejets atmosphériques

Les prescriptions des articles 3.4 et 3.5 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Les concentrations mesurées des rejets à l'atmosphère sont inférieures ou égales aux valeurs limites réglementaires définies dans le tableau suivant :

Paramètre	Four de chauffe	Fours de revenu	Four à pyrolyse	Four de laquage
Poussières	150 mg/Nm ³ si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, 100 mg/Nm ³ si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h	150 mg/Nm ³ si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, 100 mg/Nm ³ si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h	100 mg/Nm ³ si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, 40 mg/Nm ³ si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/Nm ³ si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, 40 mg/Nm ³ si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h
Rejets de cadmium, mercure et thallium et de leurs composés	0,05 mg/m ³ par métal et de 0,1 mg/m ³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) , si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés	/	/	

	dépasse 1 g/h			
Rejets d'arsenic, sélénium et tellure et de leurs composés	1 mg/m ³ (exprimée en As + Se + Te) si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h	/	/	
Rejets de plomb et de ses composés	1 mg/m ³ (exprimée en Pb) si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h	/	/	
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc et de leurs composés	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn), si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h,	/	/	
CO	100 mg/Nm ³	/	100 mg/Nm ³	
CH₄	50 mg/Nm ³	/	50 mg/Nm ³	
Nox	100 mg/Nm ³	/	100 mg/Nm ³	
COV	/	/	110 mg/Nm ³ si le flux horaire total de COV ⁽¹⁾ dépasse 2 kg/h	110 mg/Nm ³ si le flux horaire total de COV ⁽¹⁾ dépasse 2 kg/h

Les fréquences de surveillance imposées pour ces 3 rejets sont :

- fréquence annuelle pour le four de chauffe et le four de pyrolyse
- fréquence tri annuelle pour les fours de revenu et le four de laquage.

Concernant le four de chauffe, l'exploitant doit sous 3 mois respecter les valeurs limites réglementaires imposées dans le tableau précédent.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de PAU, soit par courrier (Villa Noubilos – Cours Lyautey BP 543 – PAU CEDEX), soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3 – Information des tiers

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pierrefitte-Nestalas et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans la mairie de Pierrefitte-Nestalas pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par M. le Maire de Pierrefitte-Nestalas et sera envoyé à la préfecture - pôle environnement, installations classées -.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 – Exécution

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le Directeur de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,
- M. le Maire de Pierrefitte-Nestalas

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont une copie sera adressée :

- pour notification, à :

M. Raymond MITJAVILA, Président de la société ALIA PRODUCTIONS

- pour information, à :

M. le Sous-Préfet d'Argeles-Gazost,

Fait à Tarbes, le – **9 MAI 2022**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Sibylle SAMOYAU

